



COMMUNIQUÉ

AFP: LA CGT EXIGE LE RETRAIT DU PLAN LOUETTE.

Faute d'appuis à l'intérieur de l'entreprise, le PDG de l'AFP Pierre Louette cherche son salut à l'extérieur, auprès d'une presse complaisante, pour faire passer en force son projet d'étatisation à 100% de l'AFP dans une offensive médiatique sans précédent. Sa présence dans plusieurs titres et radios, qui lui ont ouvert colonnes et micros en négligeant délibérément d'autres sources comme celle des salariés et des organisations syndicales opposées à la transformation du statut, en atteste.

Cette campagne médiatique, qui a permis au PDG de l'AFP de s'exprimer sans contradicteur y compris sur les ondes du service public (France Culture), n'a-t-elle pas été initiée par l'entremise d'une société de lobbying?

Lors d'une interview au Nouvel Economiste du 15 octobre, M. Louette souligne avec mépris que les "inquiétudes" et les "crispations" des salariés sont dues à ce qu'il est "inquiétant de changer quand on a un statut depuis 52 ans" et ô horreur! Qu'"on a fait sa vie entière dans l'entreprise, comme c'est le cas de la plupart des gens avec ce statut hérité de la IV^e République".

Le JDD n'hésite pas dans son édition du 18 octobre à titrer que "la nouvelle AFP est en marche" et dans son éditorial économique sur Europe1 le 22 octobre, Luc Evrard affirme tout de go que L'AFP est "un OVNI juridique" pour chuter sur : "L'AFP va changer de Statut ...".

Cette attitude trahit une profonde inquiétude de la gouvernance de l'agence face à un projet qui non seulement ne passe pas à l'AFP, mais qui commence à susciter le doute y compris dans les cercles de la majorité.

Récemment à l'Assemblée nationale, le vice-président de la Commission des Affaires étrangères Michel Herbillion (UMP) évoquant la réforme de Pierre Louette, a pu affirmer qu'il y a "beaucoup de résistance et d'opposition à la réforme envisagée". Devant cette commission, le ministre de la Culture et de la Communication Frédéric Mitterrand a lui-même dit vouloir "prendre un peu de temps" sur le dossier de l'AFP.

Auparavant, un ancien PDG de l'agence Claude Moisy écrivait dans les colonnes du Monde (30 septembre) le peu de considération qu'il avait du projet de son successeur soulignant que l'AFP est une "entreprise bâtarde, qui ne devrait pas exister dans un monde d'économie de marché, mais qui fonctionne quand même depuis 52 ans".... Malgré tout "il y a toujours eu jusqu'ici consensus dans le monde politique et la haute administration pour considérer que l'AFP était un atout pour la France", disait-il. Et de conclure "si l'Etat veut que l'afp garde sa place dans le monde, il doit assumer ses responsabilités"....

Le SNJ-CGT appuie la lutte des salariés de l'agence et des syndicats qui s'opposent à une réforme purement idéologique du statut visant à faire de l'AFP une agence dépendant d'un capital détenu à 100% par l'Etat via une société anonyme. Avant l'étape privatisation, comme pour La Poste.

Des solutions existent pour le développement de l'agence dans le cadre du statut de 1957, dit statut de la Liberté. Une table ronde doit se réunir pour en débattre. La CGT y apportera sa contribution et fera ses propositions.

Enfin, la CGT Journalistes exprime sa solidarité à la lutte actuelle menée par l'intersyndicale et le personnel contre la précarisation des emplois.

Montreuil le 27 octobre 2009